

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative Reffye
10 rue Amiral Courbet BP 1708
65017 Tarbes Cedex

Tarbes, le 24/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ECOPUR PYRENEES/SARP SUD-OUEST

8 Avenue Manon Cormier
33530 Bassens

Références : 2024_0304_dp
Code AIOT : 0006802525

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2024 dans l'établissement ECOPUR PYRENEES/SARP SUD-OUEST implanté ZI du Marmajou 65700 Maubourguet. L'inspection a été annoncée le 03/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle et des actions nationales et régionales PFAS et produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOPUR PYRENEES/SARP SUD-OUEST
- ZI du Marmajou 65700 Maubourguet
- Code AIOT : 0006802525

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ECOPUR exploite sur la commune de Maubourguet une activité de transit, regroupement et traitement des déchets dangereux (eau hydrocarburée) et non dangereux (déchets gras et matières de vidanges).

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral n°65-2016-06-24-003 du 26 juin 2016, complété par l'arrêté préfectoral n°65-2021-10-21-00001 du 21 octobre 2021.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Gestion des eaux du site_Plan	Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 4.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
5	Surveillances des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 4.3.11	Demande d'action corrective	3 mois
7	Surveillances des débits des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 4.3.13	Demande d'action corrective	3 mois
9	Prélèvement d'échantillons d'eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 10/06/2016, article 8.2.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
10	Gestion des déchets générés sur site	Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 5.1.8	Demande d'action corrective	3 mois
14	Tracabilité des déchets_registre	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
15	Tracabilité des déchets_registre	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
16	RNDTS	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43 II.	Demande d'action corrective	3 mois
21	Règlement REACH : fiches de données de	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	sécurité (FDS)			
24	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvements et consommation de l'eau	Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 4.1.1	Sans objet
3	Gestion des eaux du site_Isolement	Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 4.3.3.2	Sans objet
4	Gestion des eaux du site_entretien_traitement	Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 4.3.5	Sans objet
6	Surveillances des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 4.3.12	Sans objet
8	Surveillances des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 8.2.2.2.2	Sans objet
11	Gestion des déchets traités sur site	Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 5.2.1	Sans objet
12	Gestion des déchets_CAP	Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 5.2.2	Sans objet
13	Tracabilité des déchets refusés	Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 5.2.3.4	Sans objet
17	PDC n°7 de la visite d'inspection du 20/10/2017	Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 2.6.1	Sans objet
18	PDC n°8 de la visite d'inspection du	Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 7.3 .2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	08/07/2021		
19	PDC n°10 de la visite d'inspection du 08/07/2021	Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 6.1.1	Sans objet
20	Risques des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
22	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
23	Réalisation des campagnes d'analyses	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des enjeux du site et dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle, la visite d'Inspection a été consacrée aux thématiques de la gestion des eaux, des déchets et des produits chimiques.

Gestion des eaux :

Bien qu'autorisé à un volume de prélèvement en nappe alluviale de l'Adour, l'exploitant n'utilise pas cette ressource souterraine pour ses installations mais uniquement l'eau du réseau d'eau potable. Le site ne dispose d'aucun prélèvement en nappe souterraine.

L'exploitant assure la collecte et l'isolement des eaux du site grâce à un maillage ordonné de réseaux d'eau et à un dispositif de confinement de ces dernières en cas de sinistre.

L'exploitant met en œuvre la surveillance des eaux résiduaires, des eaux pluviales et des eaux souterraines, prescrite par l'arrêté préfectoral du 24 juin 2026. Pour autant, lors de la visite, l'Inspection constate des écarts relatifs à la fréquence d'analyse des métaux dans les eaux résiduaires et à la valeur autorisée au débit de rejet et à l'échantillonnage.

Conformément à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, trois campagnes d'analyses des PFAS ont été réalisées début 2024. Bien que le laboratoire effectuant l'analyse soit agréé, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation d'un prélèvement sous accréditation.

Gestion des déchets :

L'exploitant assure le suivi des déchets entrants sur son site ainsi que des déchets générés par ses installations. L'exploitant doit justifier du respect des déchets autorisés à l'article 5.1.9 de l'arrêté préfectoral du 24 juin 2016 susvisé. Il doit également s'assurer de la complétude des registres de déchets traités et générés sur le site. Enfin, l'Inspection relève l'absence de télétransmission de données au RNDTS.

Produits chimiques :

L'action a permis de mettre en évidence une gestion satisfaisante des produits chimiques ainsi qu'un suivi des stocks rigoureux. L'exploitant doit pour autant s'assurer de la bonne complétude de l'état des stocks et de la mise à jour régulière de certaines fiches de données et de sécurité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvements et consommation de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Approvisionnement en eau
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.</p> <p>La consommation d'eau sur le site correspond:</p> <ul style="list-style-type: none">- à l'utilisation quotidienne des locaux sanitaires par le personnel de l'entreprise,- aux usages liés aux procédés de traitement des déchets,- aux chargements en eau des camions hydrocureurs. <p>Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes: [tableau]</p> <p>(*) La consommation d'eau souterraine fait baisser d'autant la consommation d'eau provenant du réseau d'eau potable. La consommation maximale annuelle du site ne peut excéder 3700 m3/an.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées. [...]</p>
Constats : <p>L'exploitant dispose d'un totaliseur sur le réseau d'eau potable en entrée du site. Celui-ci est relevé hebdomadairement par l'exploitant. La consommation moyenne annuelle sur l'année 2023 est de 1300 m3.</p> <p>A date, l'exploitant ne dispose pas de prélèvement dans la nappe alluviale de l'Adour. En effet, lors de la rédaction de l'arrêté préfectoral du 24 juin 2016, l'exploitant portait un projet de création d'une agence de collecte sur le site de Maubourguet. Ayant besoin d'eau pour le fonctionnement des camions de collecte, une autorisation de prélèvement avait été délivrée dans la nappe alluviale à cet effet. Or, suite à des décisions internes, l'agence de collecte fut installée sur le site de Tarbes. De ce fait, le besoin en eau pour les installations de traitement du site ECOPUR de Maubourguet ne justifiait pas la création d'un forage dans la nappe souterraine de l'Adour.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant confirme à l'Inspection l'absence de prélèvement dans la nappe. L'Inspection propose qu'une mise à jour du tableau de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 24 juin 2026 susvisé, soit réalisée à l'occasion d'une révision de l'arrêt préfectoral susnommé.</p> <p>L'exploitant informe l'Inspection de la non déclaration du volume prélevé sous GERE pour l'année 2023, justifiant qu'il n'a pas de prélèvement en milieu naturel. L'Inspection demande de revoir la déclaration afin de définir l'origine de la consommation en eau potable (le volume déclaré jusqu'alors était associé à la nappe souterraine).</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des eaux du site_Plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) - les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : <p>Par courriel du 17/05/2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection le plan des réseaux d'eau de ses installations. Ce dernier a été mis à jour le 23/04/2024.</p> <p>Celui-ci renseigne l'ensemble des réseaux d'eaux des différents process ainsi que le réseau d'adduction en eau potable. Les ouvrages de collecte et de traitement des effluents sont également représentés hormis pour le dispositif d'isolement qui est absent du document.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, compléter son plan des réseaux en identifiant le dispositif d'isolement des eaux.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Gestion des eaux du site_Isolement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 4.3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'isolement réseau eaux pluviales
Prescription contrôlée : <p>[...]</p> <p>Lors des opérations de chargement/déchargement des déchets hydrocarburés, la vanne de sectionnement du réseau d'eau pluviale est actionnée afin de mettre en rétention le site. Une procédure est établie à cet effet. Celle-ci précise notamment les modalités de ré-ouverture de la</p>

<p>vanne une fois les opérations de chargement déchargement effectués (contrôle de l'absence de pollution).</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant détient une procédure d'urgence en cas de déversement accidentel (procédure n°IT 600), mise à jour le 21/03/2024. Cette dernière a été présentée en séance à l'Inspection.</p> <p>Le document explique les différents scénarios de déversement (au fonction du volume accidentel), ainsi que les modalités de manœuvre du dispositif d'isolement associées.</p> <p>Cette procédure est présentée aux agents lors des réunions trimestrielles de formations/retours d'expérience de difficultés rencontrées.</p> <p>Lors de la visite, une observation est donnée à l'exploitant sur l'affichage de la procédure à proximité du dispositif d'isolement.</p> <p>Par courriel du 7 juin 2024 (soit après la visite), l'exploitant justifie de l'affichage du document sur le poste d'isolement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Gestion des eaux du site_ entretien_ traitement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 4.3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien du séparateur hydrocarbure</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant procède à une vérification visuelle mensuelle de l'état du déshuileur-débourbeur. Dès lors qu'il le juge nécessaire, l'exploitant réalise en interne le nettoyage de ce dernier. Chaque opération d'entretien est renseignée sur un registre présenté en séance à l'Inspection.</p> <p>A titre d'information, depuis le 1er janvier 2024, le dispositif de traitement a été vidangé à quatre reprises.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Surveillances des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 4.3.11
Thème(s) : Risques chroniques, VLE Eaux résiduaires
Prescription contrôlée : Les valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel à ne pas dépasser sont fixées en annexe 4. Pour les effluents aqueux, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.
Constats : L'exploitant réalise une surveillance des rejets de ces eaux résiduaires à la fréquence suivante: - hebdomadaire pour le paramètre DCO, - mensuelle pour les paramètres de physico-chimie du tableau de l'annexe 4 et les hydrocarbures totaux, - trimestrielle pour l'ensemble des métaux. Par courriel du 17/05/2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport d'analyse du laboratoire LPL du 05/07/2023. L'Inspection relève le non respect de la fréquence d'analyse des métaux. L'exploitant justifie que celle-ci a été revue à la baisse il y a quelques années, suite à une demande de sa part adressée à l'Inspection et ce en accord avec l'annotation de l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 24/06/2024 susvisé. Pour autant, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des documents attestant de l'accord de l'Inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, justifier de la révision de la fréquence d'analyse des métaux, lui permettant de procéder à une surveillance annuelle. Par défaut, l'exploitant devra respecter la fréquence de surveillance des métaux visée à l'annexe 4 de l'Arrêté préfectoral du 20 avril 2016.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Surveillances des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 4.3.12
Thème(s) : Risques chroniques, VLE Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Avant rejet dans le milieu naturel, les caractéristiques des eaux pluviales issues du site ne doivent pas dépasser les valeurs limites suivantes : [tableau]
Constats : Le laboratoire LPL a procédé à l'analyse des eaux pluviales du site le 20/12/2023. Les résultats respectent les valeurs seuils prescrites par l'article 4.3.12 de l'arrêté préfectoral du 24/06/2016

susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillances des débits des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 4.3.13
Thème(s) : Risques chroniques, VLE Débits de rejet
Prescription contrôlée : Le débit de rejet maximum d'effluents industriels autorisés pour l'ensemble du site est limité à 30 m ³ /j.
Constats : Par courriel du 17/05/2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection les données de surveillance du débit des eaux rejetées. L'Inspection constate le non-respect de la valeur limite autorisée pour les mois de janvier et d'octobre 2023. L'exploitant justifie ces écarts par les fortes précipitations relevées pendant ces périodes, impliquant une infiltration d'eau de pluie dans le poste de relevage et une remontée de la nappe souterraine dans ce dernier. Selon l'exploitant, les canalisations des anciennes lagunes s'interconnectent avec le drain de rejet du filtre planté de roseaux n°2 en amont de l'alimentation du poste de relevage. L'Inspection précise en séance que l'ouvrage ne doit en aucun cas rentrer en contact avec la nappe souterraine, afin d'éviter tout risque de contamination de celle-ci par les effluents rejetés et un éventuel rabattement de nappe induit par les pompes de relevage. L'Inspection évoque que l'isolement de l'ouvrage est d'autant plus important que la nappe alluviale de l'Adour est en mauvais état quantitatif et chimique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, proposer une action corrective afin de justifier du respect du débit des effluents rejetés et d'assurer l'isolement du fonctionnement du poste de relevage avec la nappe souterraine.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Surveillances des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 8.2.2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, VLE Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...).

Compte tenu de l'activité, l'exploitant fait analyser 2 fois par an les eaux souterraines (période de basse et haute eaux). Les paramètres à mesurer sont les suivants :

pH,
conductivité,
DBO,
DCO,
NTK,
Hydrocarbures totaux.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Constats :

Le laboratoire LPL a procédé à l'analyse des eaux souterraines du site sur les trois piézomètres les 09 juin et 13 novembre 2023. Les rapport d'essais n'appellent pas d'observation de la part de l'Inspection.

Le niveau piézométrique des ouvrages est relevé pour chaque campagne d'analyse.

Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du suivi tableur des données de niveau d'eau, ni de la réalisation de courbes isopièzes.

Par courriel du 7 juin 2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection le suivi des données depuis l'année 2007 et les courbes isopièzes sous un format informatique.

Par ailleurs, l'Inspection s'interroge sur la pertinence du suivi des paramètres DCO et DBO5 sur la nappe de l'Adour et de l'absence de surveillance des métaux. En effet, au regard de l'activité du site dont notamment la nouvelle ligne de traitement des eaux hydrocarburées, l'Inspection considère que la surveillance des métaux est nécessaire afin de s'assurer de l'absence de contamination des eaux souterraines.

L'Inspection propose de réviser l'article n° 8.2.2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 24/06/2016 portant de la surveillance des eaux souterraines, en ajoutant un suivi des mêmes métaux prescrits à l'annexe 4 sur les effluents et de supprimer les paramètres DCO et DBO5, qui ne se justifient pas au regard de la dégradation de la matière organique dans le sol et l'absence de ces paramètres dans l'évaluation de l'état chimique des masses d'eau souterraines.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prélèvement d'échantillons d'eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2016, article 8.2.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance annuelle sous accréditation

Prescription contrôlée :

Annexe 4

Paramètres	Concentration (mg/l)	Flux (g/l)	Autosurveillance	Contrôle par un organisme agréé ou spécialisé

Valeur limite sur 24 h (1)	Valeur limite	Fréquence	Fréquence	
DCO	125	3750	H	1
DBO5	30	90	M	
MEST	35	1050	M	
NTK	15	450	M	
MEH	45	1350	M	
Ammonium	8	240	M	
Phosphore	10	1500	M	
Métaux totaux* dont Zn Ni Cu Pb Hg Cr Cd As Mn Sn Fe+Al	15 2 0,5 0,5 0,5 0,05 0,5 0,2 0,05 1 2 5	450 60 15 15 15 1,5 15 6 1,5 30 60 150	T(3)	
Hydrocarbures totaux	10	300	M	

Constats :

Lors de la visite, l'Inspection a constaté que le prélèvement des eaux de rejets des installations réalisé dans le cadre de son auto-surveillance est réalisé par l'exploitant lui même sans que celui-ci puisse justifier d'une formation ou d'une habilitation par un laboratoire accrédité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous un délai de trois mois justifier de la représentativité de son échantillon effectué dans le cadre de son auto-surveillance (formation).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Gestion des déchets générés sur site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 5.1.8

Thème(s) : Risques chroniques, Nature des déchets produits autorisés

Prescription contrôlée :

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes : [tableau]

Constats :

Par courriel du 17/05/2024, l'exploitant a fournis à l'Inspection les registres des déchets générés par les installations (déchets sortants).

L'Inspection relève que le déchet "sédiment- autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets autres que ceux visés à la rubrique 19 12 11" code 19.12.12, expédié chez LABAT et METHALAYOU n'est pas autorisé à être rejeté par les installations sur le site.

L'exploitant suspecte en séance une erreur de codification et justifie d'une vérification en interne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, justifier du respect des déchets rejetés sur le site notamment au regard du déchets 19.12.12.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Gestion des déchets traités sur site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 5.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Nature des déchets traités autorisés

Prescription contrôlée :

[tableau]

Constats :

Par courriel du 17/05/2024, l'exploitant a fourni à l'Inspection les registres des déchets traités par les installations correspondants aux déchets entrants.

L'Inspection constate que les déchets admis sur site sont effectivement autorisés à y être traités.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Gestion des déchets_CAP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 5.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Certificat d'acceptation préalable

Prescription contrôlée :

Une fiche d'acceptation préalable est élaborée pour tout nouveau déchet et un numéro d'acceptation préalable est délivré.

A chaque réception, l'exploitant établit une fiche d'identification qui comporte les éléments suivants :

le nom ou la raison sociale et l'activité du producteur,

la nature précise du déchet,

le code du déchet et sa dénomination selon la nomenclature déchet,

l'ouvrage pompé et la date de l'opération,

l'adresse et le lieu du pompage,

les quantités prélevées,

<p>le numéro d'acceptation préalable.</p> <p>Pour chaque déchet réceptionné, l'exploitant constitue un dossier où sont archivés :</p> <ul style="list-style-type: none"> les fiches d'identification, les résultats des contrôles effectués sur les déchets, les observations faites sur les déchets, les bordereaux de suivi de déchets renseignés, le cas échéant. <p>L'ensemble des documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une fiche d'acceptation préalable établie avec chaque agence de collecte venant apporter sur le site d'Ecopur, les déchets réceptionnés auprès des particuliers et des entreprises.</p> <p>Les documents ont été présentés en séance. Ces derniers reprennent les informations des agences de collecte ainsi que les éléments de caractérisation des déchets apportés (désignation, code, traitement et conditionnement).</p> <p>L'Inspection relève l'absence des informations relatives aux producteurs initiaux de déchets et à la quantité pour chacun de ces derniers. L'exploitant justifie que ces données sont à collecter au niveau des Agences de collecte.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Tracabilité des déchets refusés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 5.2.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, registre déchets refusés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant informe sans délai l'inspection des installations classée des refus qu'il a été amené à prononcer en indiquant au minimum les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> la date de refus, les références du producteur, la nature du déchet avec indication du code de la nomenclature des déchets, les références du transporteur, la quantité, le motif du refus, les modalités de retour du déchet et les références du destinataire si l'exploitant les connaît. <p>Un registre (ou tout document équivalent) où sont consignés les déchets refusés par l'exploitant est ouvert.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un registre de refus contenant l'ensemble des données listées à l'article 5.2.3.4 de l'arrêté préfectoral du 24/06/2016 susvisé.</p> <p>Le dernier déchet refusé date du 31 juin 2004. L'exploitant justifie que les refus sont rares, s'expliquant par une collecte réalisée par les agences de collecte du groupe effectuant systématiquement des tests bandelettes à la collecte. Lors du dépotage, l'exploitant effectue</p>

également un contrôle visuel et une analyse physico-chimique en laboratoire sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Tracabilité des déchets_registre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1

Thème(s) : Situation administrative, Registre des déchets réceptionnés

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a)

Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets la raison sociale,
- le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : L'exploitant dispose d'un registre chronologique informatique des déchets admis sur le site. Par courriel du 27 mai 2024, celui-ci a été adressé à l'Inspection en amont de la visite. Le registre ne mentionne pas certaines données : nom, SIRET et adresse du producteur, SIRET du transporteur et code traitement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, compléter le registre des déchets admis sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Tracabilité des déchets_registre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Registre des déchets générés
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur

<p>définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un registre chronologique informatique des déchets générés par les installations.</p> <p>Par courriel du 27 mai 2024, celui-ci a été adressé à l'Inspection en amont de la visite.</p> <p>Le registre ne mentionne pas certaines données: nom, SIRET et adresse du producteur, SIRET du transporteur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, compléter le registre des déchets générés par les installations.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 16 : RNDTS

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43 II.</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Télétransmission registre au RNDTS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p>

<p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la télétransmission de son registre au RNDTS.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, téléverser les données de ses registres chronologiques au registre électronique RNTDS.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 17 : PDC n°7 de la visite d'inspection du 20/10/2017

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 2.6.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Plan général du site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article n°2.6.1 de l'arrêté préfectoral du 24 juin 2016:</u> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : les dossiers de demande d'autorisation, les plans tenus à jour [...]</p> <p><u>Constat n°8 de la visite d'inspection du 20/10/2017:</u> L'exploitant ne dispose pas d'un plan à jour du site. L'emplacement actuel des bennes est différent de celui prévu dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. L'exploitant transmet à l'inspection un plan à jour du site.</p>
<p>Constats :</p>

Par courriel du 17 avril 2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection le plan des installations mis à jour le 23 avril 2024. Celui-ci n'appelle pas d'observation de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : PDC n°8 de la visite d'inspection du 08/07/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 7.3 .2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Prescription contrôlée : <u>Article n°7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 24 juin 2016:</u> [...] Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à une modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente [...]. <u>Constat n°9 de la visite d'inspection du 08/07/2021:</u> [...]Les installations électriques ne sont pas entretenues en bon état.
Constats : Par courriel du 17/05/2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport de vérification des installations électriques de la société APAVE du 13/03/2024. Celui-ci n'appelle pas d'observation de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : PDC n°10 de la visite d'inspection du 08/07/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2016, article 6.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des émissions sonores des installations
Prescription contrôlée : <u>Article n°6.1.1 de l'arrêté préfectoral du 24 juin 2016:</u> [...] Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après mise en service des installations. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. [...]
<u>Constat n°8 de la visite d'inspection du 08/07/2021:</u> [...] Les mesures de bruit doivent être également réalisées en période nocturne.
Constats : Par courriel du 17/05/2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport de vérification des émissions sonores de la société APAVE du 07/04/2024. Celui-ci n'appelle pas d'observation de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Rsiques des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etats des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant détient un registre des stocks des matières dangereuses présentes sur le site. Celui-ci renseigne par produit les données suivantes : le nom usuel, le code CAS, la désignation commerciale, la quantité, le fournisseur, les phrases de risques associées, les moyens de prévention, l'activité concernée par l'usage du produit et la date de mise à jour des fiches de données et de sécurité.</p> <p>Cependant, l'Inspection constate que la quantité n'est pas systématiquement saisie pour tous les produits. L'exploitant justifie en séance que l'absence de ces données signifie que le produit n'est pas stocké sur le site à date de l'inventaire.</p> <p>L'inspection précise qu'il est nécessaire de relever les quantités maximales présentes ou à minima identifier l'absence d'un produit avec le chiffre 0.</p> <p>Par courriel du 7 juin 2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection le registre des matières stockées complété au moyen des quantités pour l'ensemble des produits.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Règlement REACH : fiches de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, FDS Respect de ces dispositions Respect de ces dispositions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ; c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à L'article 32.
Constats :

<p>L'exploitant dispose des produits chimiques utilisés principalement pour le traitement biologique des eaux (polymère, anti-mousse et acide phosphoreux) puis en petites quantités pour la maintenance (huiles hydrauliques, dégrissant, détergents, graisses...) et le laboratoire (réactifs DCO, solutions étalons...).</p> <p>L'Inspection a procédé au contrôle du respect des mesures des fiches de données et de sécurité (FDS) des produits suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Polymère utilisé pour pour le traitement biologique des eaux, 2. Réactif DCO (0-1500 mg/L) servant de solution pour le laboratoire. <p>L'exploitant dispose d'un accès informatique aux FDS par l'intermédiaire d'un lien dans le registre des produits chimiques. L'exploitant a transmis à l'Inspection en séance les fiches de données de sécurité (FDS) du Polymère et du réactif DCO (0-1500mg/L), mises à jour respectivement les 22/12/2017 et 27/01/2015.</p> <p>L'Inspection constate le respect des consignes d'étiquetage, de stockage et du type d'extincteurs préconisés sur la FDS pour le produit polymère. Néanmoins, lors de la visite, l'Inspection constate qu'un GRV, portant une étiquette d'acide acétique, est utilisé pour le stockage du polymère. L'exploitant justifie qu'il s'agit d'un ancien GRV réutilisé et pour lequel l'étiquetage n'a pas été actualisé.</p> <p>Les consignes de stockage et de moyens de défense incendie pour le réactif DCO sont également conformes. Cependant, l'Inspection constate que l'étiquetage du produit ne correspond pas à FDS au regard des phrases de risques associées (pictogrammes de danger non à jour). Par ailleurs, la FDS de l'exploitant étant datée du 27/01/2015, l'Inspection suspecte une mise à jour plus récente qui pourrait expliquer la différence de pictogramme sur l'étiquetage du produit.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de trois mois:</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettre à jour l'étiquetage du produit réactif DCO (0-1500 mg/L), - justifier de la dernière version de la fiche de données de sécurité, - s'assurer du respect de l'étiquetage pour l'ensemble des contenants de Polymère. <p>L'exploitant vérifie la conformité de l'étiquetage de l'ensemble des ses produits présents sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 22 : Liste des substances PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de</p>

<p>l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a procédé a une analyse interne des éventuelles origines des PFAS au moyen d'une recherche de ces molécules dans la composition des produits chimiques utilisés sur le site. Il a également questionné l'ensemble de ses fournisseurs. Les justifications ont été présentées en séance.</p> <p>L'exploitant a établi une liste des substances PFAS à analyser correspondant aux 20 molécules de l'Arrêté ministériel du 20 juin 2023 ainsi que le paramètre AOF. L'exploitant justifie qu'aucune substance particulière n'a été relevée dans l'étude préalable à la définition de cette liste.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 23 : Réalisation des campagnes d'analyses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a procédé à l'analyse des substances sur les mois de janvier, février et mars 2024 sur les rejets aqueux des installations. Les analyses ont été réalisées par le laboratoire IANESCO, agréé par la Ministère de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 24 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>

Constats : L'Inspection relève que le rapport d'analyse du laboratoire Ianesco précise que le prélèvement n'a pas été fait par ce même laboratoire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous un délai d'un moi, justifier de la réalisation du prélèvement PFAS par un laboratoire agréé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois